



# Inter Pares

BULLETIN

VOLUME 26, NUMERO 3, SEPTEMBRE 2004

## Afrique : La citoyenneté en action

Il y a tout juste un an, l'Organisation mondiale du commerce mettait un terme prématuré à sa troisième réunion ministérielle qui se tenait à Cancun, au Mexique.

Le consensus a achoppé sur des questions cruciales liées aux investissements et au commerce internationaux. Les gouvernements et les organisations citoyennes de plusieurs pays africains ont mené la résistance contre la suprématie des grandes économies dans les négociations. La réunion de Cancun annonçait ainsi un éventuel bouleversement en profondeur de la politique mondiale lorsque ces pays ont uni leurs forces pour contrer l'imposition de politiques qui n'ont fait qu'aggraver les inégalités et détruire les économies locales. De concert avec des groupes citoyens des pays du Nord, ils ont affirmé que les enjeux débordaient le cadre des négociations commerciales. Un militant ghanéen et collègue d'Inter Pares, Tetteh Hormeku de *Third World Network Africa*, explique : « Les subventions accordées par les pays du Nord à leurs agriculteurs détruisent notre production locale et menacent notre sécurité alimentaire. Il ne s'agit pas simplement de politique économique; pour nous, c'est littéralement une question de vie ou de mort ».

Une question de vie ou de mort. De mort, étant donné la paupérisation croissante de la majorité des habitant(e)s de pays riches en ressources. Et de vie aussi, parce que ces mêmes personnes aspirent à faire entendre leur voix sur ce qui les affectent aujourd'hui et pour assurer un meilleur avenir à leurs enfants.

L'Afrique ne manque pas d'idées originales sur les alternatives socio-économiques pouvant traduire ces aspirations dans la réalité. Cependant, le cadre restreint des politiques internationales dans lequel ces approches peuvent être explorées représente un formidable défi. Récemment, une étude sur cinq ans portant sur les effets des politiques de la Banque mondiale sur les pays en développement a permis de conclure :

*Un facteur, plus que tout autre, a paralysé les économies nationales, accru la pauvreté et les inégalités et affamé des millions de personnes. Il s'agit d'un ensemble de politiques dites d'ajustement structurel qui a été imposé aux pays en développement pendant plus de vingt ans par la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et les organismes d'aide au développement des pays occidentaux. Les uns après les autres, de nombreux pays ont été acculés, sans égard à leur situation propre, à se plier à une stratégie économique uniforme qui a exposé les populations les plus vulnérables du monde et les économies les plus faibles à la force débridée du marché mondial dominé par les entreprises et les économies les plus riches et les plus puissantes.*



CLAUDINE SAUVÉ

En Afrique, en ce début de 21<sup>ème</sup> siècle, et considérant les séquelles du colonialisme, des privations et spoliations diverses, le développement dépend de la capacité des citoyen(ne)s de refuser l'imposition de mesures économiques uniformes, d'affirmer leurs droits, de demander des comptes à leurs gouvernants et d'assumer pleinement leur citoyenneté mondiale. Cette transformation est aussi tributaire de la volonté des citoyen(ne)s d'ailleurs dans le monde d'exiger que leurs gouvernements respectent le droit de chaque pays à adopter des stratégies et des politiques adaptées à ses besoins. Ce respect exige le soutien actif et véritable de la diversité, la coopération et l'équité dans les relations mondiales.

Le développement social ne peut avoir lieu que si les gens sont en mesure de décider de leur propre vie et de leur avenir. Les stratégies de développement qui ne s'inspirent pas des réelles aspirations de la population et ne tiennent pas compte de son savoir et de son expérience sont vouées à l'échec. Inter Pares appuie le renforcement des organisations citoyennes africaines qui cherchent à articuler les besoins et les droits des populations dans leurs sociétés et qui appellent à une distribution équitable des richesses de la planète pour en finir avec la marginalisation politique et économique de l'Afrique.

Inter Pares favorise l'instauration de relations basées sur l'apprentissage et le soutien mutuels entre organisations canadiennes qui veulent que notre gouvernement assume un leadership au sein des institutions internationales pour la promotion de la gouvernance démocratique et le respect des droits de la personne. De concert avec nos homologues nationaux et internationaux, nous cherchons à construire et à défendre des cultures de citoyenneté et à créer l'espace où fleuriront, non pas une, mais plusieurs alternatives pour un avenir meilleur et plus favorable à tous. ✂

# Construire la citoyenneté en Guinée-Bissau : du rêve à la réalité

*Depuis plus de dix ans, Inter Pares accompagne Tiniguena, une organisation vouée à la protection de l'environnement et la construction d'une culture de citoyenneté en Guinée-Bissau. Sylvie Perras, d'Inter Pares, raconte sa visite récente.*

L'esprit est à la fête à Abu dans l'île de Formosa puisque c'est ici que se tiendra la troisième assemblée du Complexe Urok. Cette assemblée décisive doit adopter le plan de gestion de la zone côtière des îles Urok élaboré depuis trois ans avec les communautés pour assurer un développement durable des ressources naturelles. Il s'agit d'une étape importante dans ce processus de démocratie participative où hommes, femmes, jeunes et anciens des îles de Formosa, Nago et Chedia dessinent ensemble un avenir meilleur pour tous et toutes où s'amalgament projets de développement, spiritualité et culture.

Le plan de gestion Urok est inspiré des savoirs et pratiques traditionnels des populations bijagos. Tiniguena a animé le processus de développement communautaire depuis la formation de comités, d'assemblées villageoises, puis insulaires, pour aboutir à la création d'un espace rassemblant les trois îles, l'Assemblée Urok.

Le trajet pour se rendre à Formosa, dans l'archipel des Bijagos, depuis la capitale Bissau met deux bonnes heures. Je prends place dans le bateau avec Augusta Henriques de Tiniguena et d'autres partenaires, complices actifs dans ce projet. Cette chevauchée sur les vagues à contre-marée nous laisse épuisé(e)s et trempé(e)s jusqu'aux os, sans pour autant altérer l'enthousiasme qui nous anime depuis le départ. Nous mettons pied à terre dans les mangroves. Au village, les femmes nous accueillent en dansant. La joie et l'effervescence sont palpables.

Les Bijagos qui peuplent majoritairement ces îles vivent en harmonie avec la nature. L'économie locale peu monétarisée s'appuie surtout sur le troc. Les Bijagos pratiquent une agriculture itinérante agro-forestière, associant la culture du riz aux palmeraies et aux productions horticoles traditionnelles en bordure. La collecte des coquillages effectuée par les femmes fournit la base en protéines animales de leur alimentation. La plupart des ressources marines et côtières des îles ont un caractère « sacré » et ne sont utilisées que pour les cérémonies, garantissant ainsi leur préservation. Cette dimension spirituelle constitue l'essence même de la culture bijago.

L'insularité n'a pas empêché les pressions externes sur les ressources des îles ni sur le mode de vie des Bijagos. Différentes communautés se sont installées au fil des ans, comme les Pepels, d'abord venus pour la collecte extensive de coquillages ou pour une culture itinérante, et les Nhominkas, des pêcheurs commerciaux sénégalais. Malgré les apports de ces communautés,



PIERRE CAMPREDON/FIBA

transferts de connaissances et de technologies et fourniture de services tel le transport vers le continent, ces pratiques sont peu compatibles avec la durabilité de certaines espèces marines. Ces aspects ont été pris en compte dans le plan de gestion.

Aujourd'hui, la troisième assemblée se déploie sous les grands manguiers qui encerclent la place du village. Majestueux, ils offrent leur ombre rafraîchissante aux quelque deux cents participant(e)s regroupé(e)s selon leur île d'appartenance au pied des arbres. Les anciens sont là aussi, solennels. Au centre, l'équipe de Tiniguena a dessiné avec des cailloux une carte du complexe Urok : les mangues disposées çà et là font office de tabancas ou villages et des sculptures de bois représentent certaines espèces marines qui habitent le ventre des îles, la zone la plus riche et la plus vulnérable. De temps à autre, le vent provoque une pluie de fruits mûrs que les enfants s'empressent de cueillir en riant.

Le coup d'envoi de la réunion est donné par une troupe de théâtre formée de jeunes garçons et filles. Ils retracent l'histoire des efforts collectifs récents pour se doter de règles communes vitales pour la pérennité des ressources et de leur culture. Au cours des débats qui suivent, hommes et femmes s'expriment pour relater les améliorations suscitées par les nouvelles règles, mais aussi les problèmes qui persistent. Lors des discussions, les improvisations théâtrales des jeunes atténuent les tensions en illustrant les règles concernées et rappelant que celles-ci ont reçu l'aval de tous et toutes.

Après plusieurs heures de discussion, le plan de gestion est adopté par l'Assemblée et les représentant(e)s officiel(le)s sont élu(e)s. Les mois à venir seront chargés : il reste à obtenir une reconnaissance officielle du plan de gestion par les autorités nationales et leur engagement pour sa mise en œuvre. Les négociations sont avancées et l'expérience Urok est déjà perçue comme un modèle de gestion participative durable des ressources naturelles qui pourra être reproduit dans d'autres zones côtières en Guinée-Bissau et dans la région. Pour les Bijagos, c'est le rêve qui prend forme : une voie pour préserver leur culture vivante et dynamique tout en transcendant l'insularité. Pour Tiniguena et Inter Pares, c'est un pas significatif vers la construction d'une citoyenneté active, une avancée vers un monde où se marient culture et développement. ✂

## African Agenda

Les Africain(e)s ont rarement un forum où ils peuvent faire ressortir les problèmes qu'ils considèrent les plus pressants et offrir analyses et solutions aux défis auxquels ils font face. En publiant la revue *African Agenda*, Third World Network - Africa cherche à créer ce forum.



Ouvrez vos yeux et vos oreilles à des perspectives africaines sur des enjeux importants tels que le commerce, l'environnement, le genre et le développement durable.

Pour vous abonner, contacter : [africanagenda@twnafrica.org](mailto:africanagenda@twnafrica.org)  
Site Web : [www.twnafrica.org](http://www.twnafrica.org)

## Le Gender Center for Research and Training remporte la bourse 2004 du Fonds Betty Plewes

En mai, le *Gender Center for Research and Training* (GCRT) du Soudan a reçu la bourse 2004 du Fonds Betty Plewes. Institué par le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) en l'honneur de son ancienne présidente, le Fonds octroie une bourse de 15 000\$ à une ONG africaine qui se consacre à la recherche et à l'élaboration de politiques relatives aux enjeux prioritaires pour les femmes. La bourse du Fonds Betty Plewes rend hommage aux femmes africaines dans leur lutte contre la marginalisation et l'oppression; c'est aussi l'expression de la solidarité avec leurs efforts visant à produire un changement social durable.

Le *Gender Center* est une institution de recherche, de formation et de plaidoyer qui œuvre pour l'égalité des femmes, pour la paix et la démocratie. Il cherche entre autre à mieux comprendre comment la situation d'iniquité vécue par les femmes a été encore plus exacerbée par le long conflit armé au Soudan. En partenariat avec d'autres organisations de femmes et des groupes pro-démocratie, le centre s'est engagé à construire un mouvement social solide à même d'influer sur les politiques et de plaider en faveur des droits des femmes et de leur inclusion sociale.

Inter Pares collabore avec Dr Asha El-Karib, directrice du *Gender Center* depuis de nombreuses années. Nous avons aidé l'organisation à créer des liens et à établir des relations politiques avec des collectifs de femmes, des ONG canadiennes et des représentants gouvernementaux engagés dans le processus de paix au Soudan. Inter Pares a proposé la candidature du *Gender Center* afin de rendre hommage au courage et à la détermination d'Asha et de ses collègues pour promouvoir les droits des femmes et leur participation au processus politique dans la lutte pour la paix et la démocratie. Il faut donc saluer l'engagement du centre à défendre les droits des citoyens et citoyennes du Soudan dans le contexte d'un régime militaire violent et autoritaire et d'un fondamentalisme religieux croissant.

En acceptant la bourse au nom de ses collègues du *Gender Center*, Asha a écrit :

*Du fond de nos cœurs et du cœur de l'Afrique, nous tendons nos mains pour saisir les vôtres dans un geste d'amour, d'espoir et de solidarité. Nos convictions et notre foi en un monde meilleur où nous pourrions vivre dans la paix et l'égalité n'ont jamais failli, malgré la douleur et les blessures, malgré la répression et l'injustice. Nous du Gender Center, solidaires du mouvement pour la démocratie au Soudan, entretenons et chérissons la vision d'un nouveau Soudan, uni, stable, laïc, démocratique, pacifique et respectueux de sa diversité colorée. Nous vous remercions de nous avoir fait l'honneur de cette bourse et nous faisons la promesse de poursuivre la lutte et l'action militante.*

Pour Inter Pares, c'est un honneur que d'apporter notre appui au *Gender Center* for Research and Training. Félicitations à tout le personnel et aux bénévoles du *Gender Center* pour l'obtention de ce prix prestigieux ! ✂



RITA MOREIRA

Dr. Asha El-Karib  
Directrice du *Gender Center*

# Les mythes de la pauvreté en question

**A**u cours des dernières années, des initiatives telles que le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et le Plan d'action pour l'Afrique du G8 ont propulsé les défis du développement en Afrique en tête des préoccupations de la communauté internationale. Pourtant, il y a toujours bien peu d'indices quant à la volonté réelle des institutions financières internationales telles que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'Organisation mondiale du commerce de modifier en profondeur leurs politiques pour tenir compte de la variété des stratégies de promotion du développement humain durable en Afrique. Au contraire, elles continuent de renforcer les structures et les politiques qui minent les efforts des pays africains désireux de mettre en œuvre leurs propres priorités en terme de politiques économiques et publiques.<sup>1</sup>

Les pays africains lourdement endettés ont été dépouillés de leur pouvoir financier et de leur capacité de fournir les services sociaux essentiels. De nombreuses économies africaines restent intrinsèquement faibles et largement dépendantes d'une économie mondiale qui continue d'exploiter leurs richesses au détriment du bien-être de leurs populations. Vingt-cinq années de termes de l'échange défavorables se sont traduites par une perte accrue des ressources du continent africain et une pauvre performance économique.

Les préjugés persistent voulant que l'Afrique soit un continent appauvri et dépendant de l'aide, incapable de gérer ses finances ou de faire face à la concurrence des marchés mondiaux. Ces notions sont tellement ancrées dans les esprits qu'on remet rarement en question la part de responsabilité des structures financières internationales dans l'échec des États africains à répondre aux besoins et aux aspirations de leurs citoyens et citoyennes.

Démystifier ces préjugés est un premier pas pour changer les choses. Voici, à titre d'exemple, trois idées reçues, mais erronées, sur les efforts internationaux actuels visant à réduire la pauvreté en Afrique.

**MYTHE :** *Les flux de capitaux sont orientés du Nord vers le Sud grâce à l'assistance généreuse que les pays industrialisés apportent sous forme d'aide et de prêts aux pays africains pour promouvoir le développement.*

**RÉALITÉ :** Les pays d'Afrique sub-saharienne consacrent au service de la dette près de 15 milliards de dollars US par an qui sont engrangés par la Banque mondiale, le FMI et les gouvernements des pays riches.<sup>2</sup> En 2001, le continent a reçu au titre de l'aide publique au développement une enveloppe de 13,5 milliards de dollars, soit 1,5 milliards de dollars de moins que les transferts vers les pays du Nord.<sup>3</sup>

Pour chaque dollar emprunté en 1980, les pays en développement ont payé 8,35 dollars au titre du service de la dette. Dès lors, cette dette a été remboursée près de neuf fois. En 2001 seulement, les flux nets de capitaux du Sud vers le Nord au titre du remboursement de la dette, sans compter les nouveaux prêts, ont dépassé 116 milliards de dollars US.<sup>4</sup>

**MYTHE :** *Les bailleurs de fonds du Nord et les institutions financières internationales ont annulé une grande partie de la dette des pays africains.*

**RÉALITÉ :** En 2002, les pays africains ont payé 4 milliards de dollars US de plus pour le service de la dette que ce qu'ils ont

reçu sous forme de nouveaux prêts. Malgré l'annulation partielle de leur dette dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), la Zambie, le Mali, le Niger et la Sierra Leone paieront, cette année, un montant plus élevé au titre du service de la dette que celui qu'ils remboursaient avant l'adoption de l'Initiative PPTE.<sup>5</sup>

**MYTHE :** *Les pays africains dépendent de l'assistance des pays du Nord. L'inefficacité de leurs marchés nationaux voue à l'échec toute tentative de concurrence sur les marchés mondiaux.*

**RÉALITÉ :** Pour de nombreux pays africains, la perte des parts du marché du coton et du sucre est le résultat des subventions élevées et des politiques internes de soutien aux producteurs aux États-Unis et en Europe. Ainsi, les États-Unis sont aujourd'hui le plus gros exportateur de coton grâce à ses subventions massives. En 2001-2002, ces subventions ont atteint 3,9 milliards de dollars, soit le double de la valeur de 1992, et elles sont supérieures d'un milliard à la valeur réelle de l'ensemble de la production cotonnière américaine sur les marchés mondiaux. Le Comité consultatif international du coton (CCIC) estime que la production d'une livre de coton au Burkina Faso coûte 21 cents pour 73 cents US aux États-Unis. Selon le CCIC, les prix du marché auraient pu être près de 70 pour cent supérieurs aux prix actuels n'eussent été les subventions accordées aux producteurs en 2001-2002.<sup>6</sup>

En réalité, les richesses vont du Sud vers le Nord et non pas dans le sens contraire. La majorité des pays africains sont asphyxiés par des dettes qu'ils remboursent à taux usuraires et qui entravent leurs investissements dans les soins de santé, l'éducation ou les services sociaux. Les politiques d'investissement et les termes de l'échange défavorables empêchent les nations africaines de développer leurs économies pour se trouver sur un pied d'égalité avec leurs concurrents sur les marchés mondiaux.

Inter Pares continuera à collaborer avec nos homologues pour renforcer les initiatives citoyennes qui travaillent à corriger les inégalités structurelles et systémiques au sein du système de gouvernance mondiale. ❧

<sup>1</sup> Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, *Le développement économique en Afrique : Résultats commerciaux et dépendance à l'égard des produits de base*, 2003, page 20.

<sup>2</sup> Initiative d'Halifax, *L'heure n'est pas à la fête*

<sup>3</sup> Banque Mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*, 2002

<sup>4</sup> *Kairos Statement against Debt Domination*, décembre 2003

<sup>5</sup> Initiative d'Halifax, *L'heure n'est pas à la fête*

<sup>6</sup> Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, *Le développement économique en Afrique : Résultats commerciaux et dépendance à l'égard des produits de base*, 2003, page 8.

 **Inter Pares**

ISSN 0715-4267

221 av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) Canada K1N 6P1  
Tél. (1-613) 563-4801 Téléc. (1-613) 594-4704 [www.interpares.ca](http://www.interpares.ca)

Inter Pares travaille en collaboration avec des groupes du Tiers-Monde et au Canada à des projets qui visent à enrayer la pauvreté et à promouvoir la justice sociale. Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1.

La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par l'Agence canadienne pour le développement international.

